



Sauver la sidérurgie en Europe

La crise actuelle liée à l'épidémie de Covid-19 a eu dès le mois de mars des conséquences désastreuses pour l'industrie, notamment pour la sidérurgie. L'année 2019 n'avait déjà pas été positive pour la majorité des usines. Mais aujourd'hui la situation du secteur s'est fortement dégradée. D'un côté la demande venant des clients s'est effondrée. De l'autre les salariés ont été confrontés à de multiples difficultés : l'obligation pour certains de rester chez eux pour des raisons de santé ou des raisons familiales ; l'activité partielle et très souvent la baisse de leurs revenus ; pour d'autres enfin il a fallu continuer à travailler sur les lignes de production dans un environnement parfois anxiogène. Les organisations syndicales ont travaillé d'arrache-pied pour participer, au plus proche du terrain, à l'élaboration de protocoles permettant de travailler dans des conditions de santé et de sécurité satisfaisantes. Durant cette période écoulée elles ont constamment rappelé que la place de l'humain devait l'emporter sur les considérations économiques.

L'acier est le matériau de base de la plupart des industries de notre continent (automobile, bâtiment, mécanique, énergie). La production européenne d'acier a chuté de près de 50% au cours de ces deux derniers mois et tous les salariés sont loin d'avoir repris une activité normale. Des mesures fiscales et des aides de toutes sortes sont ou vont être apportées aux entreprises du secteur et des plans de relance nationaux sont à l'étude. **Toutes ces mesures et tous les efforts consentis ne pourront être efficaces et ne porteront leurs fruits que si la sidérurgie européenne peut évoluer dans un environnement économique où la concurrence est organisée de façon loyale et équitable.** Or force est de constater que lorsque les entreprises et leurs salariés faisaient face à la crise sanitaire, dans le même temps les producteurs d'acier d'autres continents profitaient de la situation pour pénétrer davantage dans le marché européen.

En France et plus largement en Europe des risques de plans sociaux et de fermetures de sites sont à craindre alors même que la sidérurgie a déjà payé un lourd tribut avec des décennies de restructurations. **Si des mesures de sauvegarde ne sont pas rapidement prises, la sidérurgie européenne risque tout simplement de disparaître.**

Pour faire face à cette menace les organisations syndicales CFE-CGC, CFTC, FO, CFDT et CGT demandent aux autorités de l'UE de réagir rapidement pour créer les conditions d'une concurrence loyale respectueuse des enjeux environnementaux et sociaux.

Les industries soumises aux droits d'émissions en Europe doivent déjà donner une valeur au carbone contenu dans les marchandises produites. **Nous demandons que des dispositions soient prises par la Commission pour étendre cette obligation aux échanges avec le reste du monde. Il s'agit donc de créer un système d'ajustement carbone aux frontières de l'Union Européenne.** La valeur carbone insérée dans le système de prix actuel doit devenir une composante déterminante de l'économie européenne. Elle doit guider les choix stratégiques de notre continent pour une croissance durable, favorable à l'environnement et la santé de l'humanité. Elle doit orienter à moyen et long terme les politiques publiques et les investissements privés.

L'ajustement carbone aux frontières que nous appelons de nos vœux est le seul moyen qui peut permettre à l'Europe de se doter rapidement d'un dispositif **limitant les importations** de produits sidérurgiques. C'est à cette seule condition que la production d'acier européenne et ses emplois pourront être pérennisés.